



Asmae - Association Sœur Emmanuelle
Lettre d'information bimestrielle n°5 – Janvier 2010

2010 : lumière sur 3 nouveaux partenaires à travers le monde

Fidèle aux principes de notre fondatrice, qui placent l'écoute et la proximité au cœur de notre travail, Asmae – Association sœur Emmanuelle travaille en partenariat avec des associations locales dans chacun de ses pays d'intervention. L'objectif de cette méthode de travail est de renforcer l'autonomie des associations partenaires. Asmae s'engage ainsi auprès de ses partenaires parfois sur plus de dix ans afin de les accompagner dans le renforcement de leur structure et de leurs projets.

Une nouvelle année commence, et avec elle de nouveaux partenariats, de nouveaux projets.

Au Mali, IRED Mali fait la promotion de l'éducation de base en milieu rural

IRED travaille dans la région de Sikasso, auprès de communautés rurales qui vivent dans des conditions précaires en termes d'hygiène, d'éducation et de santé. 80% des localités n'ont pas accès à l'eau courante et 20% seulement de la population a l'électricité. Dans ces conditions, les taux d'alphabétisation et de scolarisation restent encore faibles, notamment à cause du sous-équipement des écoles dans la région et du manque de personnel enseignant formé. Dans beaucoup de communes rurales, seulement la moitié des localités possèdent une école primaire publique. Les autres sont des écoles communautaires, restant quasiment totalement à la charge de la population.



Crédit : C. Schmitt-Guilloton

L'association participe à un programme d'appui à la décentralisation de l'éducation sur 10 communes de la région de Sikasso et mène, avec la collaboration d'Asmae, une étude participative sur les thématiques d'accès à l'éducation de base et à la santé primaire en milieu scolaire. L'objectif de cette étude est de débiter ensuite des projets visant l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et l'augmentation du rendement scolaire.

En 2010, IRED prévoit de démarrer un projet de promotion d'hygiène et de santé primaire en milieu scolaire.

En Inde, Kshitij encourage l'éducation en zone rurale

Dans le canton de Mulchi, proche de Pune dans la province du Maharashtra, les villages sont très isolés. Pour les enfants de ces populations d'agriculteurs, il est difficile de poursuivre des études au niveau secondaire. Pour aller au collège, les enfants marchent plus de 10 km. Le lycée le plus proche se trouve dans la ville de Pune à 1h30 de route et est parfois inaccessible à la saison des pluies. Mais le problème majeur réside dans l'écart entre la langue qu'utilisent les enfants à la maison et le vocabulaire « urbain » auquel ils sont confrontés dans les livres de classe et avec leurs professeurs. Pour ces enfants, souvent les premiers à être scolarisés dans leur famille, il est impossible d'être aidés par leurs parents.



Crédits photos : Martine Lecat, Caroline Dussart

Kshitij intervient donc dans les écoles primaires publiques de 10 villages, auprès de 400 élèves âgés de 6 à 10 ans, pour un apprentissage ludique de la langue. A travers des jeux pédagogiques, les enfants se familiarisent avec l'alphabet, la grammaire, l'écriture, le vocabulaire. Ils apprennent les mots difficiles qu'ils rencontreront ensuite dans les livres scolaires. L'association met aussi à disposition des enfants une bibliothèque et développe diverses activités de loisirs (musique, sports, etc). Afin d'encourager les adolescentes à poursuivre leur scolarité, Kshitij les soutient financièrement grâce au parrainage.

A Madagascar, Avotra soutient la prise en charge des enfants porteurs de handicap

Avotra est née de l'initiative de cinq personnes en situation de handicap qui ont décidé de créer un centre de prise en charge des enfants handicapés.

L'objectif de l'association est de permettre à des enfants porteurs d'un handicap mental, sortis du système scolaire ou qui n'ont jamais été scolarisés, d'acquérir des bases éducatives. Elle accueille 35 enfants vivant avec des handicaps mentaux ou physiques divers, ainsi que des enfants refusés par l'école en raison de leur retard ou de leurs difficultés d'apprentissage. Tous sont issus de milieux très défavorisés des quartiers démunis de la capitale malgache, Antananarivo.



Crédit : G. Guinault

Les enfants suivent des cours de lecture, d'écriture, de malgache et de calcul. Diverses activités manuelles et sportives leur sont aussi proposées en partenariat avec d'autres intervenants du secteur. Cinq jeunes suivent aujourd'hui une formation professionnelle en pâtisserie, menuiserie et couture dans un centre de formation public grâce au soutien d'Avotra.

Une co-construction entre Asmae et son partenaire

Asmae agit systématiquement en collaboration avec les associations locales. Pour chacun de ces partenariats, la coordinatrice du pays concerné a identifié l'association, ses besoins et ses difficultés.



Crédit : K. Perrody

A travers un accompagnement régulier et de proximité, nous identifions ensemble les projets et les priorités à développer. En fonction des besoins, nous adaptons notre collaboration : formation des équipes par une personne en mission professionnelle, financement d'une partie du projet, mise en réseau avec d'autres partenaires d'Asmae pour un enrichissement mutuel des pratiques, chantier de solidarité avec des bénévoles, parrainage des enfants, etc.

Les besoins de chaque structure sont différents et chaque réponse est spécifique.

Georgia a été coordinatrice au Burkina Faso pendant deux ans. Son travail pour Asmae, comme elle nous l'explique, c'est « d'être à l'écoute, de discuter, de proposer, d'être dans l'échange d'idées. Ce sont les associations locales qui appréhendent le mieux le contexte, qui ont toutes les clés de compréhension culturelle et d'accompagnement social. Les associations ont les potentialités de trouver des solutions. Asmae est juste là pour les accompagner dans ces solutions. On travaille ensemble pour améliorer la qualité de la prise en charge et leur donner les moyens de faire. » Lorsque les objectifs communément fixés de qualité des projets et de solidité de la structure sont

atteints par le partenaire, c'est tout naturellement qu'Asmae se désengage progressivement. Dans cette perspective, Asmae s'engage régulièrement auprès de nouvelles associations locales. Nous ciblons plus particulièrement des associations locales, de petite taille, possédant une très bonne connaissance de leur contexte d'intervention, porteuses d'un projet innovant et plein de potentialités.

Le partenariat : la base de notre action

Suite à son expérience dans les bidonvilles du Caire, sœur Emmanuelle est convaincue de la nécessité d'agir AVEC les populations : « D'abord écouter, regarder, comprendre, s'intégrer ! D'abord savoir les besoins réels, et qui, dans les pays, y répond. Et ne pas arriver en disant j'ai tout compris, je vais tout faire ! »

Le partenariat permet d'agir dans le respect de la population et de la diversité des cultures. Asmae et ses partenaires se nourrissent mutuellement de la relation qu'ils entretiennent. Nous rendons accessible aux associations locales le savoir-faire et les moyens qui leur manquent, en retour nous nous enrichissons de leur ingéniosité et de leur connaissance du contexte du pays. Nous leur apportons les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de leurs objectifs en faveur des enfants démunis. Nous avons à cœur de mettre en valeur les talents et les compétences existants. Loin de se limiter au financement, notre soutien consiste justement à renforcer ce potentiel humain.

A l'inverse de projets menés en cavalier seul, élaborés à partir de solutions toutes faites et qui s'avéreraient inappropriés à moyen ou long terme, le partenariat nous assure de rester au plus près des besoins réels. Il produit des progrès durables pour les enfants.

(La mission d'Asmae : le développement de l'enfant, Véronique Graindorge, janvier 2009)

Sœur Emmanuelle nous le disait déjà : « travailler main dans la main, c'est établir une relation et pas un lien de supériorité. La collaboration avec les gens du pays est la règle sine qua none de la réussite. Le succès tient au travail en partenariat. »

Mady Chanrion

La Chrysalide : et après ?

Le centre maternel de Bobigny, la Chrysalide, accueille des jeunes mamans de 18 à 25 ans au parcours chaotique. L'équipe les accompagne au quotidien vers une vie autonome.

Originaire de Côte d'Ivoire, Estelle a 23 ans. Elle est maman d'une petite Coralie qui vient de souffler ses quatre bougies. Estelle a passé un peu moins de deux ans dans le centre de Bobigny de 2006 à 2008. Elle nous raconte son histoire.

Timide, la jeune femme évoque d'abord son métier : aide-éducatrice dans une crèche multi-accueil de la région parisienne. « J'ai aimé être enceinte » nous explique-t-elle.

« C'est à ce moment-là que j'ai su ce que je voulais faire. Après sa naissance, et avant d'arriver à la Chrysalide, ma fille a été accueillie dans une halte-garderie, les auxiliaires m'ont montré comment faire les soins, m'occuper d'un bébé. Donc j'ai voulu m'orienter vers le métier d'auxiliaire de puériculture. Après une formation de 6 mois, je suis devenue aide-éducatrice. »

Son histoire, elle en parle avec pudeur. « Avant, j'étais chez mon frère, et ça n'allait pas. Alors mon assistante sociale m'a proposé d'aller dans un centre maternel. Au début je n'avais pas envie. Pour me convaincre, elle m'en a fait visiter trois ! Finalement, ce n'était pas ce que je pensais. Alors j'ai accepté. »

« A Bobigny, ce qui était vraiment bien, c'est l'accompagnement par les éducateurs. Quand tu te décourage ils sont là pour te dire qu'il ne faut pas baisser les bras. Parce que des fois, tu as envie de faire quelque chose et quand tu as un premier refus tu te bloques. Il faut qu'on t'aide. Tu as envie de faire certains trucs, mais toute seule, tu n'y arrives pas ou tu n'as pas le courage. Quand ton éducatrice te dit que tu peux y arriver, elle croit en toi alors que même toi tu n'y crois pas. »

« Si moi je suis sortie de là, c'est qu'elles peuvent faire pareil. »

Avec un sourire rayonnant, elle décrit l'atelier de théâtre. « On a même fait une représentation ! » dit-elle avec fierté. « C'était pour la journée de la femme, en mars. Ça se basait sur notre propre vie qu'on expliquait, en rigolant. Chacune parlait de son histoire, comment elle était arrivée à Bobigny, les projets qu'on avait pour nous et nos enfants. » Bobigny propose aussi d'autres ateliers, comme la cuisine « pour faire des bons petits plats » ou le jardinage. Mais ça, « c'est vraiment pas mon truc... Arroser d'accord, mais pas plus ! ».

« On organisait aussi des petits voyages avec les résidentes. On est allées voir sœur Emmanuelle à Callian. Elle avait la pêche ! Elle nous a demandé ce qu'on voulait faire, elle nous a donné des conseils. C'était très émouvant de la voir, je ne l'avais jamais rencontrée avant. »

A Bobigny, Estelle a été présidente des résidentes. « On était trois ou quatre à se présenter et c'est moi qui ai été élue. Mon travail c'était de demander aux mamans ce qu'elles voulaient qu'on améliore dans le centre maternel. J'écoutais et je transmettais à l'équipe. On a demandé la possibilité d'héberger quelqu'un, une cabine téléphonique, une machine à laver... qui est arrivée quand moi je suis partie ! »

« Quand ton éducatrice te dit que tu peux y arriver, elle croit en toi alors que même toi tu n'y crois pas. »

Son passage à la Chrysalide a été riche et intense. Encore aujourd'hui, elle l'évoque avec émotion. Son meilleur souvenir ? « La solidarité, la convivialité. Comme on se voyait pas trop la semaine parce que beaucoup de mamans travaillaient, on se retrouvait le dimanche dans le jardin pour discuter, se balader, partager un repas. »

« Chaque vendredi, il y avait aussi les réunions avec les résidentes et le personnel. On prenait un

café, on discutait. Ça me manque. »

Coralie aussi s'est beaucoup plu à Bobigny. « Quand on a déménagé, elle me demandait tous les jours : quand est-ce qu'on y retourne ? »

Un brin de nostalgie dans la voix, elle conclue sobrement : « J'ai beaucoup aimé mon passage à la Chrysalide. » Aujourd'hui, elle vit à Montreuil avec ses deux sœurs. Elle a trouvé un appartement à sa sortie. La suite pour Estelle : le concours d'auxiliaire de puériculture en mars. Et peut-être devenir éducatrice de jeunes enfants après.

Son bonheur, elle l'a trouvé avec les enfants.

Malgré le temps qui passe, elle reste attachée au centre et aux personnes qu'elle y a rencontrées.

Quand on lui demande le premier conseil qu'elle donnerait à une résidente, elle répond : « qu'elle croit en elle-même. »

Aujourd'hui, c'est à son tour d'aider de jeunes mamans : elle va devenir marraine d'une résidente. «

Je serai là pour leur donner des conseils, les encourager. Si moi je suis sortie de là, c'est qu'elles peuvent faire pareil. »

Propos recueillis par Mady Chanrion

LIBAN : restaurer le dialogue intercommunautaire

L'idéal de l'association libanaise Offrejoie tient en trois mots : pardon, respect et amour. Dans un pays meurtri par de nombreux conflits et où cohabitent plus de dix-sept communautés, l'association est un véritable pont entre les libanais. Elle réunit des jeunes de confessions et de régions différentes à travers des activités mobilisatrices et socialement utiles.

Créée pendant la guerre du Liban en 1985, l'objectif de l'association est de réunir la famille libanaise et de restaurer les liens entre les multiples confessions et régions du pays. A travers toutes ses actions, Offrejoie encourage la prise de conscience parmi les jeunes libanais de l'importance de s'impliquer au sein de leur famille et de leur communauté. Par leurs actions de réhabilitation et d'entretien des espaces communs, ils participent à l'amélioration des conditions de vie au Liban. Aujourd'hui, c'est un réseau de près de 300 jeunes bénévoles entre 18 et 30 ans sur lequel elle s'appuie pour réaliser ses actions avec les habitants de quartiers défavorisés. Les projets sont d'ailleurs entièrement conçus et gérés par les jeunes en fonction des besoins qu'ils identifient. Offrejoie élabore aujourd'hui un projet de création de maisons de quartier et de centres pour mineurs en conflit avec la loi.

Un pays aux multiples communautés

La population du Liban est estimée à près de quatre millions d'habitants et représente une mosaïque de confessions et de communautés dont dix-sept sont reconnues par les institutions. Les douze confessions chrétiennes sont des Églises orientales, dont certaines sont rattachées à Rome (la plus nombreuse, celle des maronites, puis grecs catholiques, arméniens catholiques, syriaques catholiques, chaldéens catholiques) et d'autres ne reconnaissant pas l'autorité du pape (grecs orthodoxes, arméniens orthodoxes, chaldéens orthodoxes, syriaques monophysites). S'y ajoutent les catholiques latins et les protestants. Les musulmans, plus nombreux depuis l'installation des Palestiniens, se partagent entre sunnites et chiïtes, auxquels s'ajoutent des communautés syncrétiques, alaouites et druzes. On compte aussi une très petite minorité juive. Enfin, en 1994, la communauté copte a été institutionnellement reconnue comme dix-huitième communauté officielle.



Crédit photos : Offrejoie

Le Liban a connu de 1975 à 1999 un conflit simultanément national et international. Ce conflit a en partie pris appui sur l'aspect multiconfessionnel du pays, opposant les communautés les unes aux autres et a ainsi abîmé, souvent détruit, les liens intercommunautaires. Le système politique libanais est aussi organisé selon un fonctionnement proportionnel en fonction du poids des différentes communautés religieuses. Au Liban, toute personne est définie en fonction de son appartenance communautaire.

Dans un pays à fortes résonances communautaires, Offrejoie est une des rares structures qui donne aux jeunes l'opportunité de s'investir socialement sans notion politique ou religieuse.

Le partenariat avec Asmae

Chaque année, une dizaine de colonies gratuites sont ainsi organisées pour les enfants de familles défavorisées ainsi que des chantiers de réhabilitation d'écoles, de quartiers ou de prisons. Offrejoie a

également ouvert plusieurs centres d'accueil, à Beyrouth et à Tripoli entre autres, et organise régulièrement des événements mobilisateurs : fête pour les enfants, collecte de vêtements, animation de quartier, commémoration...

Asmae – Association sœur Emmanuelle est partenaire de l'association depuis 1993. Elle l'appuie dans sa structuration interne - organisation, traitement des données, orientation des programmes, recherche de financements – et participe à ses activités par le financement des colonies et l'envoi régulier de bénévoles en chantier de solidarité internationale. Ces rencontres favorisent l'échange et la diversité culturelle entre libanais et français, dans l'esprit de l'association.

Mady Chanrion

En collaboration avec Anne Morosini, coordinatrice Asmae au Liban

L'accompagnement des familles, clé pour encourager la scolarisation des enfants malgaches

Stéphanie Hogrel est volontaire pour Asmae – Association sœur Emmanuelle. Sa mission : accompagner le personnel de l'association malgache Hardi dans la mise en place d'un suivi régulier des familles prises en charge. Son objectif : favoriser la scolarisation des enfants sur le long terme.

Une association partenaire : Hardi

Hardi est une association créée par des étudiants malgaches en 1993 pour aider la population à réaliser leurs initiatives. A Antananarivo, l'association a développé un projet scolaire à destination des enfants en situation difficile. Ainsi, les enfants sont aidés en fonction de leur âge, de leur situation et de leur niveau. Ils fréquentent une classe d'alphabétisation, de remise à niveau, ou de soutien scolaire pour ceux qui sont intégrés au cycle scolaire normal. Actuellement, Hardi s'occupe de 220 enfants.

Un objectif : la scolarisation des enfants sur le long terme



Crédit : M. Razafindratsima

Les enfants sont issus de familles défavorisées de quartiers démunis de la capitale. Beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions très difficiles et sont sollicités par leur famille pour aider et gagner un peu d'argent. Ils rencontrent ensuite des difficultés à suivre les cours proposés par l'association. Mais dans ce contexte précaire, les parents n'ont pas toujours l'éducation de leurs enfants comme priorité face aux problématiques quotidiennes de survie de leur famille. Un suivi des familles est donc indispensable pour encourager une scolarisation durable des enfants.

Accompagner le personnel dans le suivi familial

L'équipe d'Hardi est constituée d'une responsable pédagogique et de cinq éducatrices dont l'une d'elles est chargée du suivi des familles. Elle conduit des entretiens réguliers avec les familles dont les enfants fréquentent les classes de l'association Hardi. En collaboration avec la volontaire d'Asmae, elle mène des visites à domicile afin de créer un lien avec les familles et de connaître leur histoire grâce à la réalisation d'une enquête sociale. Un « cahier de vie » a ainsi été mis en place pour chaque enfant. Ce dossier permet de donner aux éducatrices une visibilité sur le long terme de l'évolution de l'enfant tant au niveau scolaire que de son épanouissement et de sa situation familiale.

La relation suivie avec la famille des enfants permettra de favoriser la compréhension des comportements des enfants et des dynamiques familiales et développer la capacité d'intervention des éducatrices. Cet accompagnement de proximité vise à encourager les parents à s'impliquer dans le suivi scolaire de leurs enfants, et donc régler le problème d'abandon de l'école.

Mady Chanrion

Le temps de l'apprentissage

A l'occasion des vingt ans de la Convention internationale des droits de l'enfant, *Altermondes*, revue trimestrielle de solidarité internationale, a consacré dans son numéro de décembre dernier, un dossier à la question des droits de l'enfant. Asmae a eu l'occasion de s'exprimer sur son programme d'éducation non formelle auprès des enfants non scolarisés en Inde.



Crédit : Altermondes

INDE. Dans le monde, 101 millions d'enfants ne fréquentent pas l'école primaire. Pourtant, le droit à l'éducation est indissociable du développement de l'enfant. En Inde, où les politiques scolaires sont encore défailtantes, la société civile se mobilise pour faire de ce droit une réalité.

En dépit d'une forte croissance économique et de la volonté affichée de l'Etat, l'Unicef estime à 27 millions le nombre d'enfants non scolarisés en Inde. Une pénurie d'infrastructures scolaires associée à une forte précarité et d'importantes inégalités dans l'accès à l'éducation sont autant de facteurs qui rendent difficile l'insertion de milliers d'enfants dans le circuit scolaire dit « classique ».

Scolariser tous les enfants

Il y a quelques semaines encore, Satya, 12 ans à peine, travaillait dans les champs pour 200 roupies (environ 3€). Avec des ONG locales, Aide et Action se mobilise depuis trente ans pour aider des milliers d'enfants comme lui et pour accompagner leur retour à l'école. Convaincue que les plus jeunes sont porteurs de changement, l'association soutient la création de comités d'enfants, les Balashabas, qui sillonnent les villages pour inciter les parents à inscrire tous les enfants à l'école. C'est pour faire face à ce même constat alarmant que l'Etat indien a lancé en 2002 le programme « Tous à l'école ». Son objectif : scolariser tous les enfants de 6 à 14 ans d'ici 2010. Fort de cette ambition mais incapable, seul, de relever le défi, l'Etat délègue l'enseignement de base aux ONG prêtes à créer des classes « non formelles », en les soutenant financièrement à hauteur de 20% des frais. Certains y voient une volonté claire de l'Etat de s'engager, d'autres une déresponsabilisation du gouvernement qui favorise l'établissement d'une éducation à deux vitesses. Les résultats sont encourageants : entre 2000 et 2006, le pourcentage d'enfants en âge d'être scolarisés inscrits en primaire est passé 75,9 à 83,3%.

Education non formelle

A Pune, au Nord Ouest du pays, Asmae – Association sœur Emmanuelle soutient quatre organisations locales dans la consolidation de leur programme d'éducation non formelle. Elle envoie sur le terrain des professionnels de l'éducation, dont la mission est de renforcer les compétences des acteurs locaux et de les accompagner dans la création d'outils adaptés. Les enfants sont pris en charge par des équipes éducatives, elles-mêmes issues des quartiers populaires, qui ont développé des compétences spécifiques et une fine compréhension des besoins de ces enfants.

Face à ces groupes d'enfants hétérogènes, vulnérables, et peu habitués aux rythmes scolaires, les ONG doivent développer une réponse éducative adaptée, et des outils pédagogiques basés sur la participation et l'expérimentation.

« Les classes d'éducation non formelle sont le moyen d'offrir une éducation basique à l'enfant, de le préparer à intégrer le circuit scolaire classique, mais cela n'est pas suffisant et les politiques éducatives devraient se charger d'offrir de vraies possibilités à ces enfants », estime l'ONG Tara mobile Creche qui travaille avec les enfants issus de site de construction et dont l'action a bénéficié l'année passée à près de 6899 enfants et 4314 familles.



Crédit : G. Saillard

Orchestrer son propre apprentissage

Dans le cadre du projet « Libérer l'école », initié par Aide et Action dès 2001, une réflexion a également été menée en partenariat avec des ONG locales pour envisager des lieux et des outils d'apprentissage alternatifs. Les villages ont été encouragés à se doter de centres de ressources ou de bibliothèques, offrant à tous les moyens de s'auto-éduquer. Cette possibilité pour la société d'orchestrer son propre apprentissage permet aux individus les plus jeunes de prendre confiance et de gagner en autonomie. Ils sont plus à même de décider seuls d'actions pour le bien de tous, sans intervention extérieure. Ce mode participatif, élaboré depuis les années 2000, est aujourd'hui reconnu comme l'un des principaux moyens de faire du droit à l'éducation une réalité pour le plus grand nombre.

*Sandrine de Carlo – Asmae – Association sœur Emmanuelle
Vanessa Martin – Aide & Action*

Retrouvez le dossier intégral "Les droits de l'enfant : une protection suffisante?" dans le numéro de décembre 2009 d'Altermondes sur www.altermondes.org